

Mondialisation - Le point de vue internationaliste

lundi 8 mars 2010, par [BENSAÏD Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 2008).

Sommaire

- [I - De l'Angleterre victorien](#)
- [II - Le renouveau internationa](#)
- [III - Porto Alegre, point \(...\)](#)
- [IV - Une Internationale \(...\)](#)

PRISE DE VUE [Encyclopædia Universalis 2010]. « *L'Internationale sera le genre humain !* » : le poème composé en juin 1871, au lendemain de la Commune de Paris, par Eugène Pottier et que Pierre Degeyter mettra en musique, est devenu l'hymne universel des mouvements socialistes et communistes. Apparu en Grande-Bretagne au début des années 1850 pour définir la relation entre les nations, le terme « internationalisme » s'est imposé en Europe après la guerre de 1870-1871 en réponse à la fermeture des États-nations et à l'établissement par les guerres coloniales d'une hiérarchie de dominations et de dépendances érigée en système mondial. Devenu « internationalisme prolétarien », il a pris alors son sens politique et s'est traduit par la formation successive de quatre Internationales reflétant des contextes historiques, des objectifs de lutte et des méthodes d'action divergents voire opposés (cf. SOCIALISME - Les Internationales). Antithèse du nationalisme, l'idéal internationaliste est demeuré cependant à la fois vague et normatif. Si, à la différence du cosmopolitisme, il n'a pas donné lieu à un usage péjoratif, c'est au prix d'une relative indétermination, d'une absence d'effectivité et de détournements pratiques répétés au profit d'intérêts étatiques particuliers.

En prônant la dérégulation des marchés et la libre circulation des capitaux et des marchandises, le mouvement de contre-réforme libérale lancé politiquement dans les années 1980 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher s'est traduit par un nouvel essor de l'internationalisme. La mondialisation des capitaux, du commerce, de la production a renforcé en retour l'internationalisation des luttes contre les différentes formes d'exploitation et d'oppression. Ses hauts lieux symboliques dessinent, comme autant d'étapes d'une longue marche contre le despotisme de marché, une étrange géopolitique des résistances : Seattle (1999), Millau (2000), Prague (2000), Nice (2000), Gênes (2001), Porto Alegre (2001, 2002, 2003, 2005), Bruxelles (2002), Barcelone (2002), Bombay (2004), Nairobi (2007), Belém (2009), mais aussi Québec, Genève, Washington, Bangkok, Melbourne, Dakar, Monterrey... En une seule décennie, toutes ces villes auront été le théâtre de grandes manifestations ou de rencontres conçues comme autant de répliques aux sommets de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, du G8, du Forum de Davos, ou aux réunions du Conseil européen.

I - De l'Angleterre victorienne à la mondialisation néolibérale

La mondialisation victorienne du XIX^e siècle fut portée par une première grande révolution technique dans les transports et les communications. En quelques années, le réseau de chemin de fer s'est étendu et ramifié. Le télégraphe a commencé à étendre sa toile câblée sur la planète. La navigation à vapeur a permis de rêver un tour du monde en quatre-vingts jours ; la machine à écrire et la rotative d'imprimerie ont fait naître une presse à gros tirages. Ce furent l'Internet, les satellites et les télécommunications de l'époque. Les années 1860 ont également vu le grand commerce naissant, l'essor du crédit bancaire, les passions et les fièvres boursières, les fortunes aussi vite perdues que faites, les faillites retentissantes et les scandales politico-financiers. Les banqueroutes du Crédit mobilier of America en 1872, de la Compagnie du canal de Panama en 1889 ou de compagnies de chemin de fer éliminées par une concurrence impitoyable furent l'équivalent des mirages de la nouvelle économie ou de la chute du groupe Enron, un siècle et demi plus tard. Ce fut aussi l'époque des dernières expéditions coloniales, d'une militarisation des nations conduisant à une véritable « industrie du massacre » selon l'expression de Marx, de l'apparition d'une délinquance financière et de logiques mafieuses, décrites par Jack London dans une fiction inachevée, *Le Bureau des assassinats*.

De même, la mondialisation néolibérale a son cortège de criminalité mafieuse, de trafics en tous genres, des armes à la drogue, de piratage électronique et d'e-terrorisme, de concurrences impitoyables et de guerres impériales. Car elle ne saurait se limiter à la circulation des biens et des capitaux. Elle signifie aussi la globalisation des violences sans frontières, des crises écologiques, des paniques boursières. Une crise locale, comme les crises asiatiques de 1997, ou comme la crise argentine de 2001, se propage dans le système mondialisé comme l'effet papillon cher aux physiciens du chaos.

Cette mondialisation que ses apologistes présentent comme une fatalité ou comme la conséquence inéluctable des lois de l'économie, a ses raisons que la déraison médiatique veut ignorer : la boulimie d'espace et la frénésie d'accélération inhérentes à la logique de l'accumulation capitaliste. Pour surmonter ses propres limites et les contradictions sociales qu'il génère, pour contrecarrer les tendances à la rentabilité décroissante, le capital élargit sans cesse son champ d'action et emballe le rythme de ses métamorphoses et de ses rotations. Les révolutions informatiques et biotechnologiques amplifient ce mouvement de longue durée.

Un nouveau partage du monde

Mais les modalités de la mondialisation impériale contemporaine ne sont pas mécaniquement dictées par les logiques économiques et les conditions technologiques. Elles répondent aussi à la nouvelle donne politique consécutive à la chute du Mur de Berlin, à la réunification allemande, à la désintégration de l'Union soviétique et de son glacis. L'équilibre mondial bipolaire négocié à Yalta et à Postdam a été maintenu tant bien que mal pendant un demi-siècle, malgré les crises et les conflits régionaux. Sa rupture met à l'ordre du jour un nouveau partage du monde, tel qu'il s'en est produit au XIX^e siècle avec le traité de Vienne de 1815 et la conférence de Berlin de 1885 et, au XX^e siècle, avec les grands traités consécutifs aux deux guerres mondiales. Sur le « grand échiquier » planétaire, la partie ne se joue pas pacifiquement sur le tapis vert des chancelleries. Les positions s'établissent et se distribuent par le fer et par le feu. Contrairement aux promesses rhétoriques de George Bush senior, annonçant en 1991 un « nouvel ordre mondial » synonyme de paix et de prospérité, le meilleur des mondes marchands possible a connu depuis lors des guerres incessantes, depuis celles du Golfe à celles d'Asie centrale, en passant par celle des Balkans ou par les guerres civiles africaines. Le militarisme va de pair avec l'impérialisme. Les budgets militaires des puissances dominantes atteignent de nouveaux records et celui des États-Unis représente à lui seul

plus de 40 % des dépenses militaires de la planète et onze fois celui de la Grande-Bretagne, qui vient au second rang parmi les puissances de l'O.T.A.N. La mondialisation libérale est aussi une mondialisation armée.

Le nombre des firmes multinationales est passé de moins de 10 000 en 1970 à près de 40 000 au seuil du xxie siècle, employant près de 300 millions de salariés, dont 40 % dans des pays autres que celui dont elles sont originaires. Cette mondialisation n'a pas rompu leur lien avec les États nationaux auxquels elles s'adossent, bien que se soit progressivement constitué un dispositif d'institutions internationales dans lesquelles d'aucuns prétendent voir l'ébauche d'une « gouvernance globale ». Ainsi, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale fonctionnent comme des organismes de tutelle des pays endettés, conditionnant leurs prêts à l'application de plans d'ajustement dont la crise argentine de 1998 à 2002 illustre les effets désastreux. Le mécanisme de la dette joue ainsi le rôle de courroie de transmission pour discipliner les pays dépendants et pour creuser les inégalités au bénéfice des pays dominants. La Banque mondiale a aussi produit un rapport sur les retraites indiquant aux gouvernements la marche à suivre pour remplacer les régimes par répartition par les assurances privées et les fonds de pension. Avec la création en 1995 de l'Organisation mondiale du commerce, un nouveau pas a été franchi. Cet organisme ne se contente pas de conseiller. Il exerce un contrôle sur l'accord commercial de Marrakech et une fonction d'arbitrage des litiges. Se dessine ainsi une juridiction internationale habilitée à déclarer hors la loi un État qui prendrait des mesures contraires au traité. Enfin, si la majeure partie du droit international relève toujours des rapports interétatiques et des traités, la Cour pénale internationale esquisse l'émergence d'une justice mondialisée.

Dès 1989, John Williamson, plus tard économiste en chef de la Banque mondiale, résumait en dix points « la sagesse acceptée par tous les économistes sérieux ». Ce qui, sous le nom de « consensus de Washington », allait devenir, au cours des années 1990, l'orthodoxie officielle des institutions financières internationales : réduction des déficits budgétaires, réorientation de la dépense publique, réforme fiscale au bénéfice du capital et des actionnaires, libéralisation des marchés financiers, adoption d'un taux de change unique, abaissement des droits de douane, élimination des barrières aux investissements étrangers, privatisation des entreprises publiques, dérégulation de la concurrence dans les différents secteurs économiques, enfin garantie du droit de propriété sous toutes ses formes. Ces recommandations sont devenues la bible de l'Union européenne et le modèle des « critères de convergence » du traité de Maastricht. Les conséquences de cette orientation ont pesé lourdement sur les pays en voie de développement victimes d'un marché de dupes. À travers les accords internationaux soumis à l'autorité de l'O.M.C., ils ont accordé aux entreprises transnationales de haute technologie un droit de monopole sur l'innovation dans les industries de l'information ou dans l'exploitation du vivant. L'accord sur l'agriculture a ouvert largement leurs propres marchés, tout en consolidant la production subventionnée des États-Unis et de l'Union européenne, cause d'un dumping intensif de la part de ces grandes puissances. Plus généralement, la politique de l'O.M.C. privilégie le libre commerce au détriment de toute autre considération d'intérêt public ou de précaution écologique. Ces tendances économiques et institutionnelles ont incité les résistances aux politiques libérales à se coordonner pour se donner la capacité d'intervenir et de faire pression sur les nouveaux lieux de pouvoir et de décision.

La mondialisation par le bas

La dislocation du prétendu « camp socialiste » a marqué la fin de l'internationalisme d'État, officiellement baptisé « internationalisme socialiste », au nom duquel ont eu lieu les interventions soviétiques en Hongrie (1956), à Prague (1968) ou en Afghanistan (1980). Elle a ainsi libéré les mouvements sociaux de la logique binaire des « camps » et de l'injonction à choisir entre l'Est et l'Ouest. Ces mouvements se sont renouvelés et redéployés au cours des années 1990 à travers les mobilisations contre le capitalisme absolu et contre la domination impériale unipolaire. La

« rencontre intergalactique » organisée en 1996 par les insurgés zapatistes dans les montagnes du Chiapas apparaît comme les prémices de ce nouvel internationalisme, alliant l'ancien - les revendications spécifiques des communautés indigènes - et le nouveau - l'utilisation d'Internet et des techniques modernes de communication.

Par rapport aux quatre Internationales qui l'ont précédé, l'internationalisme de ce début de XXI^e siècle revêt d'emblée une dimension réellement planétaire. Répondant à la marchandisation et à la privatisation généralisée du monde, il est plus étendu et plus varié géographiquement, plus complexe aussi. Il doit combiner des cultures et rassembler une diversité d'acteurs irréductibles au seul mouvement ouvrier traditionnel : mouvements féministes, écologistes, culturels, mouvements de jeunesse et organisations syndicales. À peine convalescent des expériences traumatiques du xxe siècle, il émerge avec prudence. Car la politique d'émancipation des opprimés ne sort pas indemne des désillusions et des défaites accumulées au cours de cette période qu'Eric Hobsbawm a appelée « l'âge des extrêmes ».

Ainsi, la mondialisation des résistances ne débouche pas mécaniquement sur une contestation antisystémique et sur des projets alternatifs prêts à l'emploi. Utilisée dans ce contexte pour contrebalancer l'anémie de l'espace public, la notion de « société civile » est grosse de bien des équivoques. La Banque mondiale lui donne ainsi un tout autre sens que les militants du Forum des pauvres de Thaïlande ou du Mouvement des sans-terres du Brésil. Le capital mondialisé et ses institutions supranationales mettent en avant la société civile mondiale comme un élément essentiel de leur stratégie de domination. Ils en font le lieu où pourrait s'instaurer la collaboration entre « le monde de l'entreprise », les grandes institutions vouées à un rôle de reproduction sociale (famille et État), et les organisations appelées à suppléer les carences du système. Cela permettrait de canaliser la demande sociale des laissés-pour-compte et des classes fragilisées, tout en cooptant certaines organisations de volontaires et de bénévoles, religieuses ou laïques, et en secrétant de nouvelles bureaucraties paragouvernementales. Ainsi conçue, la « société civile » devient un prétexte et un moyen de dépolitisation des conflits. Mais les mouvements populaires nouveaux ou renaissants peuvent aussi communiquer à la société civile leur propre contenu, visant à en faire un espace de résistance aux dégâts de la marchandisation. Se dessine ainsi une société civile d'en bas, où s'opère une prise de conscience des groupes opprimés qui découvrent la logique alternative du bien commun et du service public.

Le sens même des mots est cependant brouillé par les échecs du siècle écoulé. Confisquée par le vocabulaire officiel de la période stalinienne, la grande promesse internationaliste a servi d'alibi idéologique à un impérialisme bureaucratique. Si les mots pour la dire sont devenus incertains, la chose persiste. Pour stigmatiser les manifestants de Seattle ou de Gênes, les grands médias les ont qualifiés « d'antimondialistes », comme s'il s'agissait de nostalgiques de l'État-nation, de la tribu ou de l'ethnie, et comme si l'internationalisme était désormais devenu l'apanage des marchés ouverts à tous vents. Il suffit de fréquenter ces manifestations et ces rencontres internationales pour constater que les tentations chauvines n'y font guère recette. Elles constituent plutôt le creuset où viennent se mêler les traditions internationalistes du mouvement socialiste et le « sans-frontiérisme » des organisations non gouvernementales, dont une composante tend à se radicaliser, sous l'effet des crises et des guerres, contre la récupération étatique et la militarisation des causes humanitaires.

II - Le renouveau internationaliste

L'essor de l'humanitaire « sans frontières » (médecins, pharmaciens, avocats, reporters) a constitué en effet une première réponse aux déceptions politiques des années 1970 et à l'obscurcissement des idéaux émancipateurs. Il signifiait en même temps une prise de distance envers les grands projets de

transformation sociale et un repli sur « la politique du moindre pire », selon la formule de Rony Brauman. Cette démarche correspondait également à la déconstruction postmoderne des grands récits ou à la « pensée faible » revendiquée dans les années 1980 par un philosophe comme Gianni Vattimo.

Le temps des « sans-frontières »

Le développement du « sans-frontiérisme » autour de la thématique des droits de l'homme a connu trois moments forts. Initialement, il s'est présenté comme une pratique d'assistance postcoloniale, dans une large mesure d'inspiration religieuse. Dans un deuxième temps, dynamisé par la reconversion partielle de la génération militante des années 1960, il a développé à la fin des années 1970 une pratique compassionnelle et antitotalitaire. Dans un troisième temps, après la chute du Mur de Berlin et avec les interventions militaires dans les Balkans ou en Somalie, sont apparues des différenciations liées à une repolitisation. Elles se sont traduites par une prise de distance de certains secteurs envers les ingérences militaires et la récupération de l'humanitaire par les intérêts d'État, et par une tension entre des O.N.G. tentées par la promotion institutionnelle, enclines à administrer « une suprématie morale », et d'autres plus sensibles à la critique sociale. Des convergences sont ainsi apparues entre une organisation comme Médecins sans frontières et certains thèmes portés par une nouvelle organisation comme Attac, même si la tradition humanitaire, défiante envers les illusions lyriques, s'intéresse moins aux fins politiques qu'à « une amélioration infinie des moyens ». Ces rapprochements n'en contribuent pas moins à l'idée d'une communauté éthique universelle en formation.

La mondialisation libérale ébranle en effet les trois piliers de la société moderne que sont la référence nationale, le sentiment d'appartenance de classe, et l'institution familiale. La première est bousculée par la mondialisation des marchés et des capitaux. La deuxième, par les mutations du salariat et par la complexité croissante des statuts et des identités. La troisième, par l'évolution des mœurs, la multiplication des familles monoparentales, les nouvelles techniques procréatives, la reconnaissance des couples homosexuels et la revendication de l'homoparentalité. Le compromis social de l'après-guerre est de plus en plus écartelé entre la supranationalité de la gouvernance globale d'un côté, l'ethnicisation et la professionnalisation de l'autre ; entre le métissage multiculturel et les crispations identitaires ; entre un contractualisme « libertarien » et l'institution familiale. Cette mue des affiliations et des appartenances ne peut manquer d'affecter le renouveau internationaliste libéré de la mainmise des États et de la logique bipolaire Est-Ouest.

Internationalisme de réseaux

Le creusement des inégalités et la rechute de certains pays dans la spirale du sous-développement sous le choc des « thérapies » libérales a ainsi stimulé dès le début des années 1990 un nouveau tiers-mondisme en conflit avec « le nouvel ordre colonial global », avec le système hégémonique de gouvernance mondiale, avec les expéditions militaires de plus en plus brutales. Significativement, le soulèvement zapatiste du Chiapas s'est produit le 1^{er} janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain (A.L.E.N.A.) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. La rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme d'août 1996 se situait dans la continuité de cet événement. En 1999 se tenait à Bangalore (Inde) la deuxième conférence mondiale de « L'Action globale des peuples ». En octobre de la même année, se réunissait la première assemblée du « Cri latino-américain des exclus », puis, en novembre, à Johannesburg, un « sommet Sud-Sud » contre la dette à l'initiative de Jubilee 2000, mouvement qui réunit depuis 1996 des O.N.G. confessionnelles et laïques réclamant l'annulation pure et simple de la dette des pays pauvres. En février 2000, les mouvements sociaux réunis à Bangkok lançaient un appel commun contre « la gouvernance globale ».

Ce tiers-mondisme se distingue de celui des années 1950 et 1960 du fait qu'il s'inscrit d'emblée non seulement dans une lutte anti-impérialiste contre la « recolonisation du Sud » et l'annexion de ses élites par les puissances dominantes, mais aussi dans une lutte d'ensemble contre la globalisation libérale.

À la différence de celui de la période précédente, il a été facile à ce nouveau tiers-mondisme de trouver les raisons de convergences avec les mouvements sociaux et syndicaux des métropoles capitalistes, qu'il s'agisse des composantes radicales du syndicalisme ou de mouvements comme la Marche européenne des chômeurs ou Attac (fondé en 1998), dont les thèmes entrent en résonance avec leurs propres préoccupations. Très vite, Attac a pris une dimension internationale, tant par son rôle actif dans la préparation du Forum social mondial de Porto Alegre, que par sa participation aux grandes mobilisations comme celle de Gênes, ou par son soutien à des collectifs constitués sur des bases voisines en Russie, en Tunisie, en Argentine ou au Chili.

La décennie de 1990 a ainsi été marquée par une prolifération de mouvements et d'organisations non gouvernementales, stimulés par les grandes échéances internationales comme le sommet de la terre de Rio en 1992, la Conférence mondiale de Vienne sur les droits humains en 1993 (avec la participation de 3 500 O.N.G.), ou la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Pékin en 1995. Au fur et à mesure des mobilisations, des différenciations se sont dessinées entre des pratiques plus institutionnelles et des pratiques militantes subversives. Une écologie radicale, pour laquelle fracture sociale et fracture écologique sont indissociables, se distingue ainsi d'une gestion environnementale conçue par et pour les pays riches.

Au fil de ce processus, s'est constitué un pôle combatif regroupant des mouvements comme Via campesina ou Attac, des syndicats comme la Centrale unique des travailleurs du Brésil. Parmi les centaines d'organisations signataires de l'appel du Premier Forum Social de Porto Alegre en 2001, on trouve des associations de femmes travailleuses rurales, les Amis de la Terre, des organisations de défense des droits de l'homme, l'alliance sociale continentale des Amériques, la Centrale des travailleurs argentins (C.T.A.), le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (C.A.D.T.M.), le Congrès national indigène du Mexique, Droit au logement (France), l'association Focus on the global South (Thaïlande), le réseau japonais contre la dette et la pauvreté, la Confédération des syndicats de Corée (K.C.T.U.), les associations de lutte contre le sida, les Mères de la place de Mai argentines, la Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté, quantité de syndicats du monde entier, des réseaux de radios libres, etc.

III - Porto Alegre, point de départ des résistances

Initialement conçu comme une réponse alternative au Forum économique des « décideurs » de Davos, dénoncé comme « symbole de la concentration des richesses, de la globalisation de la pauvreté, et de la destruction de la planète », le Forum social mondial réuni régulièrement chaque année depuis 2001 représente un pas en avant dans l'élaboration d'une critique approfondie de la mondialisation libérale et dans l'organisation planétaire du nouvel internationalisme. Plutôt qu'un mouvement centralisé, avec des directions et des instances permanentes, il forme un réseau de réseaux, où peuvent converger les diverses résistances. Si le Forum social des syndicats et des associations en constitue la poutre maîtresse, il s'est formé à ses côtés une sorte de forum « off » composé des campements paysans, des campements de jeunesse, des rencontres d'élus et de parlementaires.

Le second forum de Porto Alegre en février 2002 a ainsi pu rassembler plus de 50 000 participants, dont 15 000 délégués représentant 4 900 organisations et venus de 131 pays (dont des délégations

importantes de Brésiliens, d'Argentins, d'Italiens, de Français, mais aussi des délégations significatives des États-Unis, de Russie, de Thaïlande, d'Inde, d'Israël, de Cuba, de Corée, du Japon, des Philippines, de Tunisie, du Maroc, de Russie). Plus d'un demi-million d'entrées quotidiennes ont été enregistrées sur le site du forum et 700 000 documents ont été téléchargés. Plus de 700 ateliers, plusieurs dizaines de forums centraux, d'innombrables rencontres informelles se sont déroulés sur les sujets les plus divers. Dans cette grande nébuleuse, différents pôles se dessinent.

L'action syndicale internationale

Si la participation syndicale est significative (et si les syndicats restent de loin les mouvements sociaux les plus massifs avec un total de 160 millions de membre pour la C.I.S.L., la C.M.T. et la F.S.M.), elle est marquée par le poids des regroupements mondiaux comme la C.I.S.L., la C.M.T., ou la Confédération européenne des syndicats. Animé par ces grandes organisations, le séminaire syndical international a adopté une déclaration, « Mondialiser la justice sociale », qui appelle à une nouvelle gouvernance démocratique et à de nouvelles régulations économiques et sociales. Un pôle syndical plus radical s'est dessiné autour de la C.U.T. du Brésil, de la K.C.T.U. coréenne, de syndicats comme Sud ou la F.S.U. en France, dressant un constat d'impuissance de l'Organisation internationale du travail et de l'O.N.U. en matière de droit du travail, de travail des femmes et de travail des enfants.

Mouvements paysans

Présent dans une cinquantaine de pays, le mouvement Via Campesina, qui regroupe notamment le Mouvement des sans-terres du Brésil, les syndicats agraires latino-américains ou la Confédération paysanne en France, constitue une véritable internationale paysanne. Confrontés à la concentration de la propriété foncière, aux multinationales agroalimentaires, à l'endettement, aux diktats des semenciers, au défi des organismes génétiquement modifiés, ces mouvements combattent des adversaires communs. Alors que les luttes paysannes étaient traditionnellement jugées prisonnières d'un esprit de clocher, cet internationalisme agricole joue un rôle pionnier. Via Campesina s'est constitué dès 1993. En 1996, le mouvement comptait déjà 69 organisations affiliées provenant de 37 pays. D'Amérique latine et d'Europe, elle s'est étendue en Inde, aux Philippines, en Thaïlande. Elle rassemblait en 2002 50 millions de membres d'une soixantaine de pays en lutte pour la réforme agricole, pour la défense de la sécurité alimentaire, pour le droit des travailleuses agricoles, pour une agriculture soutenable, pour la défense de la biodiversité, de la bio-sécurité et du patrimoine génétique.

Le mouvement des femmes

La Marche mondiale des femmes, préparée par des marches par pays et continents, a culminé à l'automne de 2002 avec les manifestations organisées à New York et à Washington. À son origine, on trouve une partie des O.N.G. qui avaient noué des liens lors de la Conférence mondiale de Pékin en 1995. La Fédération des femmes du Québec a ensuite lancé une initiative internationale sur le thème « Du pain et des roses ». Des délégations de tous pays ont convergé à New York le 17 octobre 2000, date de la journée internationale contre la misère initiée par ATD Quart-Monde. À l'issue de ces mobilisations, la Marche des femmes s'est maintenue comme coordination internationale et s'est dotée d'une représentation permanente pour interpeller l'O.N.U., la Banque mondiale, le Fonds monétaire international sur les effets dévastateurs pour les femmes de la mondialisation libérale.

Mouvements étudiants et lycéens

La participation massive de la jeunesse aux manifestations de Gênes (juillet 2001) ou de Barcelone (mars 2002) indique une nouvelle vague de radicalisation à l'échelle internationale qui n'est pas sans

rappeler, dans un contexte évidemment différent, l'essor des luttes de la jeunesse contre la guerre du Vietnam et contre les réformes scolaires dans les années 1960. Ce phénomène se dessine au fil des années 1990, dans les résistances écologistes radicales comme Reclaim the Street en Grande-Bretagne, le mouvement des campus américains ou le Direct Action Network contre les marques (popularisé par le best-seller de Naomi Klein, No Logo), contre le travail des enfants et les sweatshops (« ateliers de la sueur » au service de commanditaires qui ont notamment pour nom Nike, Gap, Lacoste, etc.) qui exploitent la main-d'œuvre bon marché des pays pauvres. Des mouvements comme les Tutte bianche en Italie, Resistencia Global en Catalogne, Globalize Résistance en Grande-Bretagne, ou les collectifs jeunes d'Attac ont pris leur essor à la fin des années 1990 dans le cadre des grandes manifestations européennes.

Le fossé qui s'est creusé dans de nombreux pays, dès la fin des années 1970, entre mouvements sociaux et représentation politique se vérifie au niveau international. Dans la plupart des pays, les partis politiques occupent une place problématique lors des rencontres et des manifestations. C'est aussi le cas dans le cadre du Forum social mondial, où partis et élus se sont trouvés relégués dans une sorte de forum annexe.

IV - Une Internationale sans nom

Dans sa diversité et sa pluralité, ce mouvement international exprime une riposte aux effets inégalitaires de la mondialisation marchande. Les pays du Sud remboursent chaque année plus de 200 milliards de dollars aux pays riches. L'Afrique subsaharienne consacre au seul service annuel de la dette quatre fois plus qu'aux dépenses cumulées de santé et d'éducation. À travers le monde, quatre cinquièmes des dépenses de santé sont réservés à un cinquième de la population. Les rapports de domination économique, militaire, scientifique et technique s'accompagnent désormais d'un impérialisme écologique sans complexes, accaparant l'exploitation de l'eau et le traitement des déchets, utilisant les pays étranglés par la dette comme décharges publiques, envisageant d'instituer un marché des droits à polluer pour perpétuer la fracture énergétique entre pays riches et pays pauvres. Les thèmes unificateurs du nouvel internationalisme répondent à ces multiples défis. Ils exigent notamment :

— le contrôle des mouvements de capitaux pour mettre un peu d'ordre dans l'anarchie des marchés, selon les uns, pour initier une pédagogie anticapitaliste s'étendant à la dénonciation des paradis fiscaux, des licenciements boursiers, de la spéculation sur les retraites par les fonds de pension, selon les autres ;

— la renégociation de la dette des pays pauvres, pour les uns, son annulation pure et simple pour les autres, qui estiment que cette dette a déjà été plusieurs fois remboursée et qu'elle constitue une sorte de tribut colonial entraînant une saignée permanente du Sud vers le Nord ;

— le soutien aux droits démocratiques des femmes, des paysans, des jeunes, des enfants, et la défense des droits à la santé (illustrée par la défense de l'accès aux médicaments contre le sida) ou à l'éducation publique (menacée par la réduction des budgets sociaux et par les technologies de domination culturelle) ;

— la lutte contre la privatisation des services publics, des ressources naturelles, et du patrimoine commun de l'humanité ;

— la mobilisation écologique contre les auteurs de l'effet de serre, les menaces nucléaires, les dérèglements climatiques, dont les pays les plus vulnérables sont les premiers à pâtir ;

— enfin la lutte contre le militarisme et la guerre, contre la nouvelle course aux armements qui remplit une fonction économique aussi bien que géostratégique (le budget militaire américain est passé de 291 à 625 milliards de dollars entre 2001 et 2008, avec une part croissante consacrée à la « guerre globale contre la terreur »).

Le second forum de Porto Alegre en février 2002 a peut-être marqué l'apogée de la première vague de radicalisation. Les événements intervenus depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York - l'état de guerre illimitée décrété par l'administration Bush, la faillite des recettes libérales en Argentine, la chute spectaculaire du groupe Enron, l'escalade militaire au Proche-Orient - ont mis à l'ordre du jour des questions dont l'enjeu politique, sans aller jusqu'à briser son unité, ont suscité de fortes tensions au sein du mouvement de résistance à la mondialisation libérale. Ces défis placent le nouvel internationalisme devant l'urgence d'approfondir sa vision du monde et d'entreprendre un travail théorique sur des questions cruciales telles que les formes contemporaines de domination impériale, les désordres du droit international, la notion de patrimoine commun de l'humanité, la fracture écologique mondiale, les biotechnologies et la marchandisation du vivant. Il n'y a pas, face au « consensus de Washington », une sorte de « consensus de Porto Alegre », mais une différenciation tendancielle entre :

— des courants de pensée réformateurs et régulationnistes, soucieux de corriger les excès d'une dérégulation marchande sauvage et de rénover et renforcer les institutions internationales de contrôle ;

— des tentations nationalistes qui prennent un sens et jouent un rôle différent, selon qu'il s'agit du protectionnisme des dominants - en Europe ou aux États-Unis -, ou de la résistance des dominés à la dollarisation du monde et à l'hégémonie des marchés - pays du Sud en général ;

— un pôle internationaliste radical, qui conteste la logique globale du système capitaliste et l'attaque à la racine dans les rapports sociaux de production et de reproduction qui conditionnent son expansion.

Les thèmes centraux du forum de Porto Alegre, en 2001 et 2002, soulignaient le mûrissement du mouvement international de résistance à la globalisation capitaliste : « Le monde n'est pas une marchandise ! » et « Un autre monde est possible ! » Si le « monde n'est pas à vendre », la remise en cause du despotisme de marché pose la question de savoir ce que le monde devrait être, ce que l'humanité entend devenir à l'heure des biotechnologies. Contre la logique marchande et la privatisation du monde émerge l'idée d'une autre logique pour la société, fondée sur une pédagogie du bien commun, du service public, d'un développement durable respectueux des conditions de reproduction écologique de l'espèce humaine. Ces vues sont incompatibles avec la gestion à courte vue par les seuls arbitrages marchands.

Daniel Bensaïd

Bibliographie

* C. Aguiton, *Le Monde nous appartient. Porto Alegre, Florence, Évian : les acteurs d'une autre mondialisation*, 10-18, Paris, 2^e éd. 2003.

* S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, Syllepse, Paris, 2005.

- * A. Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.
- * D. Bensaïd, *Un monde à changer : mouvements et stratégies*, Textuel, Paris, 2003 ; *Le Nouvel Internationalisme*, ibid., 2003.
- * N. Chomsky, *Year 501 : the Conquest Continues*, South End Press, Boston, 1993 (L'An 501 : la conquête continue, C. Labarre trad., l'Herne, Paris, 2007) ; *Hegemony or Survival. America's Quest for Global Dominance*, (Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale, P. Chemla trad., 10-18, Paris, 2005).
- * C. Couvrat, *L'Essor de l'altermondialisme, expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radical*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * N. K. Denzin & M. D. Giardina, *Contesting Empire, Globalizing Dissent. Cultural Studies After 9/11*, Paradigm, Boulder (Colo.), 2007.
- * M. Hardt & A. Negri, *Empire*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 2000 (trad. franç. D.-A. Canal 10-18, Paris, 2004) ; *Multitude, War and Democracy in the Age of Empire*, Penguin Press, New York, 2004 (Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'empire, trad. N. Guilhot, 10-18, 2006).
- * V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Essai de vulgarisation*, 1916, trad. du russe, G. Labica éd., Le Temps des cerises, Pantin, 2001.
- * O. Rodríguez-Araujo, *Izquierdas e izquierdismo*, Siglo Veintiuno, Mexico, 2002 (Gauches et gauchisme. De la première Internationale à Porto Alegre, trad. T. Delooz, L'Atalante, Nantes, 2004).
- * G. Vattimo & P. A. Rovatti et al., *Il Pensiero debole*, Feltrinelli, Milan, 5^e éd. 1987.
- * J. Williamson, "What Washington means by Policy Reform", in *Latin American Adjustment. How much has happened ?*, Institute for International Economics, Washington (D.C.), 1990.
-

* Article paru dans l'*Encyclopædia Universalis* 2010.

* Daniel BENSALD est maître de conférences en philosophie, directeur de la revue Contretemps.

P.-S.

* Article paru dans l'*Encyclopædia Universalis* 2010.

* En ligne aussi sous le titre « Mondialisation, la critique internationaliste » sur :
<http://danielbensaid.org/Mondialisation-la-critique>

* Daniel BENSALD est maître de conférences en philosophie, directeur de la revue Contretemps.